

LES TRAVAILLEURS DU BTP A JOÃO PESSOA : PREMIERES REFLEXIONS (1)

LE CADRE DANS LEQUEL EVOLUE LE BTP

João Pessoa est la capitale d'un des Etats les plus démunis du Nordeste brésilien, la Paraíba, où les effets conjugués de la sécheresse et du régime foncier entraînent une émigration rurale accélérée.

Dà zoné littorale où fut implantée la cité, par des extensions successives vers l'ouest et le sud à partir des rives d'un affluent de la rivière Paraíba, borde aujourd'hui une région consacrée à la récolte saisonnière de la canne à sucre. Hormis les rives marécageuses de ce complexe fluvial au nord-est, aucun obstacle naturel ne s'oppose au développement d'un ensemble urbain de six communes, qui abritent environ 650 000 âmes, dont sans doute non loin de 450 000 à João Pessoa même. La deuxième ville, Santa Rita, située à une dizaine de kilomètres dans l'arrière-pays, avec à peu près 100 000 habitants, est notamment spécialisée dans deux activités : la fabrication de matériaux de construction (briques et tuiles) et l'exploitation de la canne, dont les journaliers vont, entre deux récoltes, grossir les rangs des manoeuvres du bâtiment de João Pessoa.

Le peuplement réel de la capitale est mal connu, car il est soumis à des fluctuations liées aux rythmes agricoles. Mais on estime qu'il subit une augmentation annuelle de l'ordre de 4,5%, proportion dont seul un tiers peut être imputé à la croissance naturelle. La main d'oeuvre immigrante, dont une part importante finit par s'installer définitivement, travaille traditionnellement dans la construction, les services domestiques et les petits métiers de la rue. Un climat intertropical chaud et humide, les besoins périodiques en bras du monde rural et une qualité des infrastructures urbaines très en deçà des besoins créés par la croissance, tout cela entraîne chaque année un ralentissement notable des activités, particulièrement celles qui s'exercent en plein air, durant

(1) Ce texte provisoire a été rédigé au cours de l'enquête. Pour ne pas l'alourdir, j'ai écarté toute référence bibliographique et toute citation d'interview. On n'y trouvera par ailleurs que très peu de données chiffrées car les statistiques en usage, outre qu'elles sont rarement actualisées, méritent à elles seules un examen critique approfondi, ce qui n'est pas l'objectif ici. Je dois de nombreuses informations à des ingénieurs et architectes de l'Université. Dans la langue brésilienne, le BTP (Bâtiment et Travaux Publics) s'appelle "construction civile". Rappelons enfin que, le Brésil étant une fédération, l'adjectif "étatique" se rapporte toujours à un Etat particulier.

l'hiver pluvieux, soit de mai à août à peu près. C'est précisément aussi une période de forte immigration, principalement les années où l'intérieur est en proie à la sécheresse. Le paupérisme est donc soumis à des oscillations saisonnières, et avec lui l'offre de travail dans le BTP.

L'économie de João Pessoa se présente avant tout comme une économie subventionnée. Cette proposition va à l'encontre d'une thèse courante selon laquelle, dans le développement inégal des régions du Brésil, la dépendance des capitales nordestines à l'égard du sud industriel se traduirait par une accumulation à leurs dépens. La greffe industrielle, à base d'investissements incités à l'époque du "miracle", n'a pas pris. Le poids du secteur productif (BTP exclu), qui a largement réinvesti depuis lors ses profits dans d'autres sphères, n'a cessé de diminuer en termes d'emplois. Une conséquence de la faible industrialisation est que la ville importe la plupart de ses produits manufacturés et alimentaires. La cherté des prix, renforcée par de nombreuses situations de monopole, aussi bien que les blocages (dits congelamentos) décrétés au niveau fédéral, y créent périodiquement une situation insupportable pour les consommateurs comme pour les détaillants, lesquels répercutent en retour l'amincissement de leurs marges sur les salaires de leurs employés.

La population laborieuse se concentre principalement dans le secteur improductif, caractérisé par le suremploi massif de travailleurs mal payés. A côté des services et du commerce, on la trouve dans une administration hypertrophiée, fortement bureaucratifiée, au rendement dérisoire, dont le recrutement comme la distribution de faveurs sont marqués par le jeu des clientèles politiques. A titre d'illustration, la mairie emploie plus de 10 000 personnes, chiffre supérieur à celui de la mairie de Paris selon les journaux locaux. On indiquera aussi que le Gouverneur de l'Etat, élu en 1986, a pu licencier 29 000 fonctionnaires, qu'il jugeait illégalement embauchés par son prédécesseur, sans créer de trouble notable dans la marche de ses services. Régulièrement dénoncé par la presse, le nombre de sinécures, de cumuls d'emplois, de salaires mirobolants dits de "maharadjah" et d'avantages en nature est particulièrement élevé. La corruption et les détournements constituent un fléau généralisé, dont les observateurs avisés s'accordent à dire qu'elle est un rouage essentiel de la mécanique économique de la cité. Cet engagement important des agents du secteur étatique dans les réseaux d'appropriation de la rente fédérale et de la dette publique n'est pas propre à João Pessoa, mais il y est probablement plus accentué que dans les capitales moins extraverties. Il devait être signalé car l'Etat est de loin le principal donneur d'ordres du BTP.

Ainsi, plus qu'un prélèvement sur le produit de la cité, ce sont les recettes fédérales qui, soit directement en alimentant le budget local, soit par

le truchement des institutions spécialisées dans l'intervention financière au Nordeste, qui servent à payer les salaires des fonctionnaires, le coût de la politique sociale (notamment de subvention à l'habitat) et les investissements publics. Il s'en suit une forte sensibilité de l'emploi et des revenus à la conjoncture budgétaire nationale d'un côté, et de l'autre aux aléas de la vie politique paraïbanaise. C'est de cette façon que la branche du BTP a traversé, au cours de l'hiver 1987, une période noire sans équivalent dans l'histoire de João Pessoa, bien au delà de la récession qui a frappé tout le Brésil.

L'importance de la masse salariale transférée à partir des fonds nationaux ne doit pas cacher l'âpreté des conflits qui surgissent dans sa distribution, laquelle reste profondément inégalitaire. Le niveau modal des salaires versés dans le secteur improductif est si bas que les travailleurs et leurs familles doivent se livrer à des activités complémentaires d'une part, et d'autre part comprimer par tous moyens le deuxième poste dans leur budget après l'alimentation, à savoir le logement. Et notamment la participation populaire à l'autoconstruction (parfois officiellement encouragée par certaines administrations sous forme de sociétés mutuelles d'entraide, dites mutiroes) est considérable, soit pour limiter les dépenses du ménage, soit en vue d'apporter un revenu: peu ou prou, tous les individus des classes les plus pauvres sont potentiellement des constructeurs.

Pour cela, plus encore que pour le nombre enregistré de travailleurs qu'il mobilise, le BTP apparaît, de loin, comme le premier employeur productif de la cité. Bénéficiant lui aussi, par des canaux qui vont du plus ouvert au plus enfoui, des largesses fédérales, le BTP n'en est pas moins, en même temps, le lieu de production d'une importante plus-value. Dans un langage approximatif, on pourrait dire que le BTP est doublement subventionné: et par le budget national, et par la surexploitation du travail qui s'y opère. Le revenu de travail, salarié ou non, y demeure très bas, selon des normes qui laissent la rémunération de ses ouvriers, même qualifiés, toujours largement en deçà du minimum vital nécessaire de João Pessoa. Ce double apport de valeurs autorise le BTP à participer, à son tour, au soutien du secteur improductif, notamment par les versements occultes qu'il fait au personnel politique de la ville, réservant à cet effet une caisse noire (dite caixa 2) qu'on évalue généralement à 20% du coût des constructions. En raison d'une politique électorale empreinte de populisme qui alterne, selon les administrations, les attributions de faveurs aux couches moyennes et aux classes les plus démunies, le BTP participe activement à un mécanisme socio-politique d'ensemble, fondé sur l'allégeance et le marchandage, caractéristique des économies subventionnées où se mêlent étroitement les divers rameaux de la classe politique et de la classe affairiste. Les meilleurs indicateurs de ce jeu restent l'ampleur et la variété des

réquisitoires que s'adressent mutuellement, par presse interposée, les listes concurrentes en période pré- et post-électorale, tant au niveau municipal que gouvernemental. On doit également signaler que, dans leurs interventions, les responsables des grosses institutions financières, d'entraide et de gestion publiques et parapubliques se placent directement et ouvertement dans l'orbite politique du Gouvernement de l'Etat et/ou de la mairie de la ville. A cause de l'instabilité des charges-clé (financières ou administratives) que cela entraîne, le logement et les travaux publics, malgré une incontestable croissance sur le long terme, ne sont l'objet d'aucune planification régulière. Ils apparaissent, davantage que l'effet d'une action raisonnée, comme le produit toujours décalé d'une course-poursuite entre l'appareil de production et l'appareil de contrôle politique de la cité. C'est là, au moins autant que les particularités du processus de construction sur lesquelles on insiste généralement, une cause majeure de l'énorme rotativité de la force de travail dans le bâtiment qui sera évoquée plus loin.

La ville de João Pessoa est très étendue, pour une densité d'environ 24 habitants par hectare. Elle est peu verticalisée, encore que les immeubles se multiplient sur les terrains de la bordure maritime, voués à une spéculation soutenue par une inflation nationale à trois chiffres. Sauf dans les conjuntos (ensembles de type HLM) les plus récents et dans les taudis de la ville basse, le paysage urbain est verdoyant. La présence de nombreux jardins privés, avec animaux domestiques et arbres fruitiers, et même de pâtures, y montre le poids des activités de subsistance dans le budget des familles. C'est une mosaïque de quartiers fondés tour à tour, organisés chacun selon son propre plan (le plus souvent rectangulaire) et non parallèles entre eux. Ils sont encore parfois séparés de zones non construites, qui se comblent peu à peu au gré des intentions spéculatives. Traversant une immense réserve forestière de plus de 500 hectares, qui sert de site à la cueillette clandestine du bois de chauffe, une rivière, charriant les eaux usées des nombreuses favelas (bidonvilles) qui se sont érigées sur ses berges, marque la limite entre les quartiers les plus anciens et les extensions de la cité en conjuntos vers le sud. Au nord, les mangroves et les marais, eux aussi bordés d'un habitat précaire, sont un lieu de pêche au crabe.

Le centre administratif et commercial est sursaturé et vétuste, avec une voirie qui, très dégradée, témoigne de la mauvaise qualité des matériaux et des oeuvres de travaux publics. C'est de là que part un réseau d'autobus, organisé en étoile à partir de la gare routière et du marché central, qui oblige la population à voyager dans des conditions de surcharge et d'attente d'autant pires que les relations professionnelles entre quartiers ont peu à peu pris le pas sur les mouvements quotidiens vers

le centre. C'est ainsi qu'en particulier la majorité des travailleurs résidents du BTP doivent emprunter successivement deux transports pour se rendre à leur chantier. Outre un prix excessif (en janvier 1988, un manoeuvre du BTP travaillait deux heures par jour pour payer son seul déplacement), cet état de choses n'est pas étranger à l'usure physique rapide dont sont victimes les ouvriers de cette catégorie, ni au taux élevé d'accidents du travail qu'on peut observer dans la construction : nombre d'entre eux doivent travailler le ventre creux depuis la veille jusqu'à 11 heures du matin, faute de trouver le temps de s'alimenter avant de quitter leur domicile.

Le peuplement de João Pessoa offre plusieurs caractéristiques qui le distinguent, au moins en partie, de celui des autres capitales d'Etat plus importantes, mais qui, curieusement, font penser à celui de la capitale fédérale, Brasília, et de ses villes satellites. L'opinion très répandue, cependant, selon laquelle le gonflement de la ville serait le simple résultat anarchique de l'exode rural, me paraît, sinon fausse, du moins très sommaire. Il semble en effet que la croissance démographique de João Pessoa a été largement provoquée et politiquement assez bien contrôlée jusqu'à ce jour.

Le développement de la capitale paraïbanaise apparaît comme un phénomène ambigu et complexe. D'un côté, une stratégie délibérée, menée en direction d'une petite bourgeoisie en train de se constituer, a visé, dès avant la fin des années 1960, à lui offrir concomitamment revenus et logements, à travers la croissance du secteur public et du SFH (Système Financier d'Habitation). Une des manifestations flagrantes de cette politique a été l'expansion fantastique de l'Université Fédérale qui a commencé d'absorber, au début de la décennie précédente, quantité d'enseignants et d'étudiants venus d'ailleurs, et qui compte aujourd'hui parmi les plus forts rapports professeur/élève du Brésil, avec, sur le seul campus de João Pessoa, environ 5000 employés (non titulaires exclus). De l'autre côté, cette orientation volontariste, qui tendait principalement à constituer un ordre social stable et lucratif de sorte à accélérer le flux de fonds nationaux, portait inévitablement en germe un appel accru de main d'oeuvre d'origine rurale dans divers secteurs. Ce furent avant tout celui de la construction, des travaux publics, mais aussi le petit commerce et les services, notamment domestiques. Les migrations issues de l'intérieur paraïbanais vers le sud industriel et vers les grandes métropoles nordestines à l'époque du "miracle" ont été en partie déviées vers João Pessoa, dès lors que les besoins de cette population dotée d'un pouvoir d'achat, particulièrement choyée à l'époque de la dictature, offraient des opportunités d'emploi. C'est, me semble-t-il, ce qui explique aussi beaucoup de retours de paraïbanais qui ont auparavant tenté leur chance dans le BTP à Rio de Janeiro. Une fois cette mécanique enclenchée,

des effets circulaires en ont certes augmenté la vitesse : la présence d'une population pauvre à l'excès a multiplié à son tour les emplois destinés à en gérer l'installation, et d'autre part l'enrichissement de João Pessoa n'est, par le truchement des investissements ruraux, certainement pas étranger aux restructurations foncières qui sont cause d'émigration dans l'intérieur paraibanaï.

Seule une partie de la population immigrante se fixe dans les emplois du commerce, des administrations, des services, notamment domestiques, et de la construction (ces deux derniers secteurs offrant la particularité de fournir occasionnellement un gîte aux travailleurs), au gré des opportunités de logement qu'elle parvient à marchander au pouvoir politique. L'évolution de l'habitat pessoense porte l'empreinte d'un peuplement dichotomisé. A côté des quartiers récents où demeure la classe possédante, les extensions de João Pessoa depuis deux décennies sont constituées, dans une proportion considérable, de conjuntos et de favelas, plus ou moins stabilisés selon leur âge et le rapport de forces qu'ils ont pu établir avec les administrations successives. Une théorie devenue classique, qui veut que les pauvres soient expulsés à la périphérie des villes, serait, appliquée à João Pessoa, plutôt erronée ou en tout cas trop grossière pour avoir quelque pertinence.

C'est vraisemblablement plus du tiers de la population qui vit dans les conjuntos habitacionais, ces immenses ensembles de maisons de plain-pied ou, plus rarement à un ou deux étages, construits dans le cadre du SFH à partir de 1967 à João Pessoa. Dans le plus grand d'entre eux, Mangabeira (qui n'est pas achevé), on doit compter actuellement plus de 40 000 personnes, constructions "sauvages" exclues (puisque, trait typique de João Pessoa, une favela est en train de se consolider sur les marges du conjunto). Cette proportion est sans équivalent dans les grandes métropoles. Conçus, dans le discours officiel du SFH, pour offrir un abri aux classes de plus faibles revenus, ces conjuntos ont, globalement, subi un processus d'embourgeoisement. Cependant, certains d'entre eux ont une population très hétérogène, parfois misérable en partie, tandis que d'autres ont été d'emblée construits pour des couches disposant (du moins en théorie) d'un bon pouvoir d'achat. Cette diversité, fréquemment oubliée dans les analyses globales de la politique de logement du SFH, renvoie aux ambiguïtés de celle-ci.

Le choix des années 1960 et, depuis lors, la stratégie officielle du SFH est de promouvoir l'accès à la propriété. La sous-évaluation, dans le but social évoqué plus haut, des conditions financières de cet accès est un des aspects les plus marqués du subventionnement de la cité. Elle a deux conséquences. En premier lieu, un déficit croissant de la gestion de ces logements, renforcé par un taux de recou-

vrement des prestaciones (traites) dérisoire, a entraîné un endettement chronique des organismes financiers à l'égard des institutions bancaires fédérales responsables de ces programmes. D'autre part, le plafond légal de ressources exigées n'a cessé d'augmenter, du moins pour les nouveaux arrivants dans le système, tandis que les montants des traites continuaient de rester bien en dessous des prix du marché. Les conjuntos, adoptant le mouvement de la cité tout entière, sont devenus ainsi le lieu d'une forte spéculation foncière d'un type particulier, puisqu'exercée à partir de propriétés incomplètement cédées. Par ailleurs, le mode d'attribution des logements est celui du clientélisme, officiel ou non. Certains de ces quartiers portent le nom des catégories pour lesquelles ils ont été en principe construits : Bancários (employés de banque), Funcionários (fonctionnaires de l'Etat), Professores (enseignants). D'autres sont, toujours en principe, d'accès libre pour toute famille se situant dans une tranche de revenus donnée. Mais, pratiquement, quand un programme est achevé, ou bien les habitations sont occupées illégalement si les attributions tardent trop à se faire, ou bien plusieurs entités (syndicats, députés, organismes gestionnaires) se partagent en sous-main tout ou partie des lots pour les distribuer à titre de faveurs dans leur sphère d'influence respective. On estime que c'est nettement plus de la moitié des habitants qui le sont sans titre. De cette façon, même (sinon surtout) dans les conjuntos les plus pauvres, s'est développé une classe de "propriétaires", accumulant et sous-locant les maisons, y tenant commerce, ou revendant tout simplement la chave (la clé, c'est à dire le carnet de prestaciones restant à courir), à des prix voisins de ceux du marché non subventionné. Les flux d'argent échappant aux secteurs financiers étatique et fédéral (mais non toujours à leurs agents) sont donc considérables, surtout si l'on rappelle que ses institutions ne perçoivent qu'une part parfois dérisoire de la dette des habitants : l'actuel président d'un des trois organismes gestionnaires se vantait récemment d'avoir fait tomber le taux de non-recouvrement laissé par son prédécesseur, de 83% à 29% (ou 23% selon les interviews), ce qui serait bien étonnant dans cette période d'érosion accélérée du pouvoir d'achat. Ainsi, l'histoire des conjuntos se présente comme celle d'une dialectique politique : à travers une aide massive à une population qui, majoritairement, n'aurait pu trouver de ressources pour se loger autrement, c'est un plan de stabilisation du tissu social de la cité qui a débouché sur l'établissement de réseaux de clientèle et sur la consolidation de groupes de "propriétaires" liés aux pouvoirs. Il n'en reste pas moins que, dans les plus grands de ces ensembles, la vie est précaire, ceci d'autant plus que la qualité des constructions, des infrastructures et des services publics y est très mauvaise, et ce privilège n'en est souvent un qu'en comparaison aux conditions d'existence dans les favelas.

Les favelas de João Pessoa doivent en abriter environ le cinquième des habitants. Elles sont innombrables et en général de taille petite ou moyenne. Elles répondent à un schéma d'urbanisation complémentaire et, dans une large mesure, l'interprétation n'en est pas différente, quoiqu'elles ressortent de l'initiative populaire (du moins dans la phase de leur naissance) et non des programmes gouvernementaux. On a dit plus haut que le peuplement de João Pessoa était, historiquement, principalement provoqué et secondairement induit. Le boom immobilier a entraîné un appel considérable de main d'oeuvre dans la construction et les services. Par sa faible ancienneté dans les réseaux de clientèle comme par ses faibles revenus, la partie urbanisée de cette population laborieuse n'a pas eu accès aux bénéfices de cette politique du logement censée lui être destinée. Elle s'est donc fixée dans tous les interstices de la ville, particulièrement ceux du domaine public et ceux que leur situation rend impropres à la valorisation immobilière: terrains inondables, pieds de falaise, passages de lignes à haute tension, trottoirs, emprises de viaducs etc. Cette dissémination, collant fréquemment aux opportunités d'emploi (tous les quartiers riches de la plage ont leur favela, et il y a une favela en plein centre), a rencontré beaucoup moins la violence officielle que dans les métropoles du sud: le poids du clientélisme populiste est tel à João Pessoa que le domaine public s'est laissé pénétrer sans opposer de résistance dans l'ensemble, développant dans un deuxième temps une stratégie de stabilisation clairement électoraliste. Le processus de croissance d'une favela est presque toujours identique. Bien informés des caractéristiques foncières du terrain choisi, sinon parfois poussés par tel ou tel politicien, les candidats à l'"invasion" (c'est le terme officiel) démarquent leur terrain et mettent en place les colombages, faisant ainsi valoir leur titre de propriété du sol aux candidats suivants. Les plus pourvus comblent immédiatement les structures de taipa (torchis) et mettent la toiture (paille ou tuiles) pour s'installer sans tarder. Mais dès ce stade, on peut observer des terrains en attente, faute de moyens ou par intention spéculative. Rapidement, la favela devient un quartier avec commerces, ateliers, négoce à domicile (laverie, confiserie, confection de plats préparés etc.), bars, église réformée et maisons à vendre. Alors commence une période de luttes complexes, dont l'issue donne son profil plus ou moins urbain à la favela. Il n'est pas rare que les habitants des quartiers voisins, inquiets de la dépréciation de leurs propres terrains, engagent des actions pour obtenir l'éradication. Mais le plus souvent, les pouvoirs publics entérinent la favela, et, à l'occasion des joutes électorales, des groupes de pouvoir et de clientèle sont impulsés de l'extérieur, qui assoient leur contrôle politique sur les améliorations dont ils s'attribuent la paternité

(adduction égouts, voies d'accès, électrification etc.). Certaines favelas, constituant un enjeu important, ont été soumises à une réhabilitation, c'est-à-dire une reconstruction en matériaux durs, avec l'appui de programmes gouvernementaux, et ont été élevées ainsi officiellement au rang de quartiers. Les conditions d'existence y restent extrêmement précaires dans l'ensemble, et il naît toujours plus de favelas qu'il ne s'en consolide. Certaines favelas, comme une des plus grandes et des plus connues, la favela Beira Rio devenue Bairro (quartier) São José, abritent une majorité de travailleurs du bâtiment.

Telles sont à grands traits les caractéristiques de l'emploi et de l'habitat populaires pessoenses, qui attestent de l'importance des systèmes sociaux dans les enjeux électoraux. L'image véhiculée par les catégories sociologiques en usage dans la littérature, telles que população de baixa renda (population à bas revenus), setor informal (secteur informel) ou exclusão (exclusion) est trompeuse, car elle suppose implicitement l'homogénéité des groupes et leur extériorité par rapport aux pouvoirs dans la cité, notamment ceux qui décident de l'allocation des richesses et des faveurs et assoient leur contrôle politique sur le maintien des inégalités.

LE BTP OU L'ONNIPRESENTE INFORMALITE

Si l'on devait décomposer la branche, grossièrement et avec des traductions approchées, il conviendrait de distinguer les entités suivantes. Les incorporadores (promoteurs) font construire pour vendre, restent généralement à l'écart des marchés publics et réalisent une part importante de leurs profits sur la rente foncière, c'est-à-dire en dehors du processus de production. Ils sont relativement à l'abri des crises, puisqu'ils ont pour clientèle une population très fortunée. Les empreiteiros (constructeurs) travaillent avec l'Etat ou sur de grosses commandes privées. Les appels d'offre (ou du moins en était-il ainsi jusqu'à une date récente) sont arrangés de sorte que le résultat de la licitation soit fixé d'avance par un arrangement entre les pouvoirs publics et les sociétés en concurrence qui sont en cheville avec le personnel politique du moment (à charge de revanche, elles participent activement aux campagnes électorales). Une fois le marché passé, les entreprises peuvent le diviser en lots, dont elles repassent une partie aux subempreiteiros (sous-traitants) ou aux contratantes ou gatas, qui sont des sociétés, déclarées ou clandestines, de tâcheronnage et de prestation de main d'oeuvre. Ces deux dernières catégories, n'ayant pas les caractéristiques voulues pour entrer directement dans la concurrence doivent donc, pour obtenir du travail,

s'insérer dans les divers systèmes clientélistes. Le rapport que l'ensemble de ces empreitadas (entreprises de construction) ont avec le bâtiment diffère de celui des incorporadores : dotées d'un budget fixe, quoique parfois considérablement gonflé, elles ont intérêt d'une part à économiser au possible sur les matériaux et sur le coût de la main d'oeuvre, d'autre part (en règle générale) à accélérer le rythme de l'édification pour faire face à l'érosion monétaire et pour éviter d'avoir à pâtir des changements politiques. Ceci entraîne le maintien d'un faible niveau technologique, le coût salarial augmentant toujours moins vite que le coût du capital, et la production d'un bâtiment de très mauvaise qualité. Récemment, à la faveur d'une crise politico-économique de l'Etat, de nombreux constructeurs du sud du Brésil se sont implantés dans la Paraíba, bénéficiant de la chute de l'assiette financière de la plupart des gros empreiteiros locaux, crédateurs de l'Etat. A côté de ces constructeurs liés aux marchés publics, il faut signaler les petites empreitadas, souvent tenues par un ingénieur, spécialisées dans la maison individuelle, construction ou reforma (aménagement, agrandissement), travaillant pour une clientèle privée ou sur des terrains propres : ces entreprises sont les plus nombreuses. Enfin, il y a l'univers du biscate (bricolage), dont les ouvriers, les biscateiros, se recrutent dans toutes les entités précédentes, chefs de chantier entre deux emplois, professionnels le soir ou le dimanche, chômeurs devenus autonomes, occasionnels à la recherche d'un complément de revenu etc. , et celui de l'autoconstruction, qui s'en rapproche, utilisant des matériaux récupérés et foyer d'acquisition de compétences élargies. La branche du BTP, ne serait-ce que du point de vue des hommes qui la traversent, fonctionne plus comme une totalité intégrée que comme une juxtaposition de sous-secteurs. Elle doit, avant toute autre chose, cette unité à l'extrême mobilité de ses travailleurs.

Rien ne serait plus illusoire que de vouloir entreprendre une étude du BTP à partir d'un découpage préalable entre un secteur informel, qui engloberait autoconstruction et biscates clandestins, et un secteur formel, où les entreprises recruteraient leur personnel dans le cadre fixé par les lois du travail. Cette vue de l'esprit interdirait d'analyser ce qui est l'expérience de tout patron, de tout ouvrier du BTP, qui savent quotidiennement à quel point l'informel est dans le formel. Que l'on se place du côté des constructeurs ou de celui des ouvriers, une telle opposition n'a, autrement dit, de sens que parcequ'elle traverse chaque individu, chaque unité productive.

On pense souvent, en particulier, que le travail irrégulier trouve sa pleine expansion dans les petites entreprises. C'est que les belles plaques apposées à l'entrée des gros chantiers font écran. Le 15 décembre 1987, un accident

survenu au large de la côte nordestine apporte un éclairage dramatique à cette évidence. Affrété par un gros constructeur de l'Etat voisin du Pernambuco, un avion de l'armée s'abîme avant de pouvoir atteindre l'île de Fernando de Noronha. Parmi les disparus, la petite cité d'Umuzeiro, située à la frontière paraibanaise, pleure neuf des siens : un chef de chantier et ses compatriotes qu'il avait recrutés pour aller travailler là-bas. Assiégée par les familles, la firme se refuse à verser quelque indemnité, alléguant qu'aucun de ces ouvriers n'avait de contrat signé, à l'exception du chef de chantier. Chose étonnante, elle invoque aussi le fait que les corps n'ont pas été retrouvés, avouant ainsi qu'elle ne sait pas qui elle recrute. Ne pouvant laisser imprimer ce que chacun sait, à savoir qu'elle allait utiliser des travailleurs clandestins, elle charge la presse de faire savoir que les contrats devaient être signés après l'arrivée des migrants sur l'île. Cet événement illustre en concentré bien des aspects du BTP nordestin qui seront évoqués ailleurs, comme le cynisme et l'impunité des pratiques patronales, le rôle des chefs de chantier dans l'embauche de leurs compatriotes et l'ignorance de ces derniers. Il est présenté ici comme préambule aux réflexions sur le travail clandestin.

Traversons l'Atlantique. En France, depuis 1986, plusieurs rapports de l'Inspection du Travail ont mis en évidence l'existence de filières d'embauche de travailleurs immigrants clandestins au profit notamment de la plus grosse entreprise du bâtiment de la planète, entreprise "formelle" s'il en est. Dans cet Etat de droit, un inextricable embrouillamini juridique, où interviennent rabatteurs et sociétés écrans ou fantômes, a laissé et laissera vraisemblablement les poursuites judiciaires sans conséquences pour les acteurs les plus "formels" du trafic. On sait aussi qu'à Paris, sur une plus grande échelle, le secteur de la confection, également le premier du monde, fonctionne de cette façon.

Une dernière anecdote enfin, entendue lors d'un colloque de planification urbaine à Rio de Janeiro. La mairie d'une ville décide de financer une opération de mutirão : la population d'une favela sera organisée en collectif populaire pour la réhabilitation de ses propres logements. Mais les travaux d'infrastructure dans le quartier seront confiés à un empreiteiro. Une entreprise gagne le marché, qu'elle repasse à un subempreiteiro, qui lui même se met en cheville avec un gato, lequel part recruter sa main d'oeuvre ... dans la favela elle-même.

Tout cela suffirait amplement à poser pour hypothèse que le capitalisme ne secrète pas l'informel à côté de lui mais en son sein, et qu'il trouve là, chaque fois que les circonstances le permettent, un mode de gestion de sa force de travail particulièrement approprié. On est loin ici de toute idée d'"articulation" entre deux supposés secteurs, sauf si l'on entend par là que l'entreprise

met en mouvement les types les plus variés de main d'oeuvre pour les combiner organiquement. Dans le BTP de João Pessoa, le fait est trop visible que le clandestin se mêle au légal : un cadre m'a expliqué sans détours que si sa société accomplissait les règlements au pied de la lettre, elle se mettrait en faillite. Quant aux intérêts des travailleurs eux-mêmes, ils ne sont pas dénués d'ambiguïté, la stratégie dominante, issue des nécessités vitales qu'ils ont à affronter, étant d'avoir un pied dans le formel et l'autre dans l'informel.

LE STATUT DU TRAVAILLEUR

Curieusement, avec sa CLT (Code du Travail), la législation brésilienne dispose d'un arsenal monumental et fort contraignant en matière de droit du travail. Les entreprises qui sont soumises à la CLT doivent envoyer chaque mois au Ministère du Travail un état complet du volume et de la nature des mouvements de leur personnel, des qualifications à l'embauche, des salaires versés et des heures hebdomadaires effectuées, avec mention du numéro d'enregistrement de chaque travailleur correspondant à un recrutement ou à un départ. Des récapitulatifs, également mensuels, destinés aux divers organismes de protection sociale et aux impôts, doivent comporter, par oeuvre et par service, le détail des masses salariales et des charges patronales respectives. La tenue de nombreux autres documents est également obligatoire.

Au centre du dispositif légal, il y a la carteira profissional, un livret de travail qui atteste des contrats successifs, avec mention de la durée et de la qualification. La signature du contrat de travail et de la carteira offre, pour les différents protagonistes, avantages et inconvénients. A l'Etat, elle donne la garantie que l'employeur et l'ouvrier payent correctement les cotisations sociales. Mais, précisément parce que le contrôle bureaucratique ne s'exerce que sur la partie de la force de travail employée légalement, amendes et arrangements occultes consécutifs à des écritures erronées ne pèsent guère dans le budget de l'entreprise.

Pour le travailleur, la carteira est une arme à double tranchant. Totalemment exempte des aspects policiers du livret ouvrier de Napoléon Bonaparte, l'URSS s'inspirera par la suite, elle est indéniablement une protection. Elle lui donne accès à l'assistance médicale pour lui et son foyer, à divers droits sociaux, au précaire et enfin à la reconnaissance de sa qualification, s'il en a une. L'entreprise qui signe la carteira (et la loi l'y contraint en théorie) doit verser mensuellement une retraite, sous forme d'épargne forcée au bénéfice de l'ouvrier, égale

à 8% du salaire. Ce FGTS (Fonds de Garantie pour Temps de Service) peut être dégagé par l'intéressé lors d'un licenciement sous certaines conditions : son départ ne doit pas être volontaire ni provoqué par une justa causa, c'est-à-dire une faute professionnelle. Originellement optionnel et destiné à libérer les employeurs de toute obligation liée à l'ancienneté, le FGTS s'est généralisé dans les contrats, faisant de l'acte contractuel mentionné sur la carteira un encouragement officiel. Pour cette raison, et aussi dans le cas du BTP parce que le FGTS est justement placé dans le financement de la construction, la classe patronale a rapidement trouvé son compte dans cette charge coûteuse instituée en 1967 pour remplacer la LET (Loi de Stabilité du Travail). Mais le FGTS ne s'applique qu'à cette fraction du travail qui, quoique ainsi rendue précaire, est déclarée: dans le BTP, l'employeur non seulement bien sûr trouve profitable de ne pas verser cette cotisation, mais en outre il en a les moyens plus facilement que dans d'autres branches.

Si l'on prend les entreprises en effet, elles ne trouvent que des inconvénients à remplir la carteira, et utilisent les artifices les plus divers pour diminuer charges et pesanteurs afférentes à la signature d'un contrat. Du moins cela est-il vrai pour la fraction des travailleurs soumise à la rotativité. Le seul vrai avantage de ce document pour le patron est de s'assurer que le candidat à l'embauche est bien titulaire de la qualification qu'il dit posséder, et qu'il a effectué des temps de service assez longs pour attester de son sérieux. Dès lors, toute la stratégie des entreprises va être de contourner la législation sur les contrats de travail, de manière d'une part à se décharger sur l'Etat et sur l'employé d'une partie des charges sociales, et d'autre part à garantir la plus grande mobilité possible de leur main d'oeuvre. Ce jeu, qui combine des éléments légaux et illégaux, s'exerce d'autant mieux que l'entreprise parvient souvent à y introduire la complicité, active ou passive, du travailleur lui-même. Il renvoie à un problème crucial de la condition ouvrière du BTP, renforcé dans la capitale paribanaise par la permanence de relations sociales rurales fondées sur la violence et la protection: ce problème est celui de l'association du travail informel et de la rotativité des travailleurs.

ROTATIVITE ET TRAVAIL CLANDESTIN

A la fin de 1986, après de nombreuses années de peleguismo (syndicalisme de collaboration), le syndicat des travailleurs du BTP de João Pessoa, chose exceptionnelle dans cette branche au Brésil, s'est doté d'une direction plus

combative (1). Défavorable au FCTS, à cause de son effet accélérateur sur la rotation et sur l'allongement de la journée de travail, cette direction n'en est pas moins engagée dans une action à long terme pour le respect de la carteira profissional. Ses interventions sur les chantiers lui ont permis de mesurer l'ampleur du travail non déclaré, mais aussi l'attraction que peut exercer celui-ci sur les travailleurs eux-mêmes. Le mot "clandestin" fait d'ailleurs partie de leur vocabulaire, qui élève ce non-statut au rang de statut comme un autre. Il n'est ni valorisé ni déprécié dans l'absolu: c'est seulement affaire d'hommes, de trajectoires et de circonstances.

Que, de l'autre côté, le travail irrégulier fasse partie de la stratégie des entreprises, cela n'est pas mystérieux. Soit qu'elles embauchent hors contrat, soit qu'elles allongent la journée de travail, soit qu'elles recourent à des subenpreteiros ou à des gatos qui font de même, le but est double: abaisser le coût des charges sociales et empêcher la stabilisation de la main d'oeuvre. Sur un plan très général, le succès fréquent du travail irrégulier auprès des travailleurs s'explique par la conjugaison de trois facteurs: l'excès structurel d'offre de travail, le bas niveau des salaires (quoiqu'ils soient, paradoxalement, attractifs pour les ouvriers les moins bien payés) et les rigidités du système de la carte professionnelle. Pour l'entreprise, il est le levier de la rotativité. Le rapport entre mobilité et clandestinité n'est cependant pas univoque: par exemple, le recours aux heures supplémentaires non déclarées (parfois si apprécié des ouvriers immigrants) semble diminuer le nombre d'individus qui passent par un chantier. Mais on doit considérer que cette pratique, courante jusqu'à l'épuisement physique dans le BTP, s'exerce sur une population déjà mobile, qu'elle est aussi cause de départs et surtout qu'enfin, en évitant à l'employeur d'embaucher de nouveaux ouvriers, elle diminue la nécessité de contracter officiellement une fraction d'entre eux. On peut traiter ensemble de ces deux phénomènes imbriqués, même si leurs effets s'annulent parfois partiellement, car ils se résument en un seul: la précarité.

Evaluer la rotativité est chose difficile, puisque les statistiques

(1) En 1986-87, en attendant la nouvelle Constitution, les syndicats brésiliens sont encore organisés par branche. Il n'y a donc qu'un syndicat du BTP à João Pessoa. Comme les autres, il est notamment financé par le reversement d'une part de l'impôt syndical obligatoire. Tous les trois ans, diverses chapas (listes) peuvent briguer les suffrages des travailleurs dans la catégorie. Il est doté, par une ancienne réglementation d'inspiration franquiste, de nombreuses compétences: assistance médicale et juridique, contrôle sur les chantiers, relais d'offres d'emploi etc. Tous les ans, une "campagne salariale" débouche sur une convention avec le patronat.

officielles n'enregistrent que les mouvements contractuels, alors que la mobilité est surtout forte parmi les ouvriers clandestins. En outre, s'agissant d'une main d'oeuvre qui, pour partie, ne fait que transiter par le bâtiment, il n'y a pas de population de référence pour un calcul global. Autrement dit, il n'y a pas de classe ouvrière constituée dans le bâtiment. Même si l'on met de côté les paysans de passage, il reste au moins quatre types de rotativité: d'une entreprise à une autre; d'une entreprise vers les biscates et à nouveau vers une entreprise; d'un chantier à l'autre; d'une entreprise ou un chantier vers le salariat agricole saisonnier, et retour. En outre, elle ne s'exerce pas similairement selon les catégories (manoeuvres, qualifiés) ni à l'intérieur de celles-ci, ni selon les entreprises, ni encore selon les types et étapes de chantiers, ni enfin selon qu'on est en période de surchauffe ou de marasme. Si le BTP est notoirement (et pas seulement à João Pessoa) le site de la rotativité par excellence, il n'est pas prudent d'aborder le phénomène sans avoir à l'esprit la diversité de ses manifestations.

Dans le cas de João Pessoa, la préoccupation des entreprises en matière de mobilité et d'informalité renvoie avant toute chose à des considérations historiques qui font que la pensée sociale des constructeurs est très proche de celle des grands propriétaires terriens, et que la notion de droit leur est étrangère. Ce transfert des relations féodales dans la cité est néanmoins susceptible de changements à moyen terme, sous l'action de divers facteurs: les progrès d'un syndicalisme non collaborationniste et les pressions qu'il effectue sur les contrôleurs du Ministère du Travail, l'irruption d'entreprises du sud sur le marché du BTP pessoense, ou encore les modifications du processus de construction, dues à la verticalisation croissante des édifices notamment.

Mais, quoiqu'il en soit des raisons particulières, la stratégie d'instabilité des entreprises trouve dans le BTP un terrain propice pour s'exercer. En effet, s'agissant d'une branche qui requiert, globalement, une forte proportion de travail de charge n'exigeant de l'ouvrier aucune autre aptitude que celle de se soumettre, qui par ailleurs est le premier employeur de force manuelle à João Pessoa, c'est tout naturellement dans cette brèche que s'engouffrent des migrants qui, même après des séjours répétés, vivent sur un espoir de retour à la campagne. D'autre part, la production du bâtiment a ceci de spécifique que les différentes étapes du processus, avant la délocalisation du chantier, y nécessitent des apports variables de main d'oeuvre, tant en quantité qu'en qualité. Rares sont à João Pessoa les grosses entreprises qui, menant suffisamment d'oeuvres en même temps, peuvent pratiquer les transferts internes d'ouvriers. Quand c'est le cas, cette politique ne concerne d'ailleurs guère que les travailleurs qualifiés et jugés précieux.

Si l'on prend comme exemple les trois grosses étapes (fondations, édicification, finition) de la construction d'un édifice, rotation et régularisation de la main d'œuvre sont gérées, très schématiquement, de manière différente. Au moment de la préparation du terrain et du terrassement, c'est surtout de manoeuvres qu'on a besoin. On recrute quiconque se présente, ou l'on charge le chef de chantier d'aller remplir un autobus dans son village d'origine. Cette étape peut être confiée à un gato, qui agira de même. C'est lors des travaux préliminaires à la mise en place des premières structures que l'on trouve la plus grosse proportion d'ouvriers non déclarés: soit que l'embauche soit temporaire, soit que la régularisation du contrat soit remise à plus tard. Les travailleurs immigrants interiorisent aisément ce système: la plupart sont analphabètes et ignorent leurs droits, ils se trouvent en concurrence, ils sont, on le verra, installés dans une relation quasi-domestique avec celui qui leur a fourni l'emploi, et surtout, ils arrivent sur le chantier poussés par la nécessité. Les conditions qui leur sont faites pèsent donc peu - du moins au moment de l'embauche - au regard de l'obtention d'un logement sur le chantier et d'un salaire en tout état de cause supérieur au bas revenu qui a causé leur déracinement. Il y a là, soit dit incidemment, un facteur toujours possible de division entre manoeuvres et qualifiés, ces derniers plus souvent déjà installés dans la ville et, quoique mieux payés, plus soucieux de revendications salariales collectives. Un grand nombre d'ouvriers quitteront le chantier sans que rien ait été signé (les actions ultérieures en justice leur donnent le plus souvent raison, ne leur apportant cependant que des réparations tardives et incomplètes). D'autres verront leur carteira signée par la suite, après un délai d'un mois par exemple. Ainsi, sans même évoquer les heures supplémentaires, ce n'est qu'exceptionnellement qu'une entreprise enregistrera la totalité du temps de présence: les contrats de 3 mois à 48 heures hebdomadaires pour une activité réelle de 6 mois à 60 heures sont chose courante. On peut de la sorte apprécier la quantité énorme de force de travail qui échappe à l'enregistrement: à l'échelle de la ville, la charge du FGTS est amplement transmise aux travailleurs par les entreprises.

Avec le comblement des fondations, puis l'élévation des structures, le chantier se professionnalise autour de trois qualifications (armatures, coffrages et maçonnerie). Le travail des manoeuvres diminue en proportion, les uns mis au service de tel ou tel homme de l'art (surtout les ferronniers et les coffreurs), les autres effectuant des travaux de charge pour alimenter la production en matériaux. C'est alors que l'on observe le plus de contrats signés (je ne parle ici que de la construction d'édifices). Il reste, comme le montrent les registres des sociétés et les témoignages individuels, que les entreprises sont tentées de pratiquer quotidiennement embauches et licenciements sur les mêmes postes, arguant

pour cela de la mauvaise qualité du personnel recruté. De plus, les besoins sont variables à cette phase: une fois achevées les structures, on ne gardera ferro-niers et charpentiers que s'ils sont polyvalents; les maçons, au contraire, deviennent plus nombreux au moment de l'élévation des murs et cloisons. Il y a donc motif à un incessant mouvement d'appel et de rejet de main d'oeuvre, y compris parmi les manoeuvres qui accompagnent les diverses spécialités. Pour assurer la rotativité, l'employeur continue d'utiliser la rétention de la carteira pour une hypothétique signature ultérieure. Mais la loi du travail lui donne d'autres possibilités: les contrats por experiência (à l'essai) ou pour durée déterminée, les licenciements por justa causa (c'est-à-dire motivés par une faute, ce qui relève de l'interprétation du chef de chantier), ou encore les départs pour convenance de l'intéressé, celle-ci étant réelle ou déguisée d'un commun accord. C'est qu'en effet la mobilité est facilitée par le très bas niveau des salaires, surtout en période de grosse inflation. Beaucoup de travailleurs ainsi quittent le chantier spontanément pour en rejoindre un autre qui offre quelques dizaines de cruzados de plus à la semaine, et ainsi de suite. On peut, pour cela, affirmer que le maintien d'un taux de salaire au dessous du minimum vital n'est pas seulement un calcul de profit pour chaque patron, mais bien aussi un calcul politique de la classe patronale. Il y a là des effets en chaîne, car cela dissuade les ouvriers de donner leur carteira à signature. Par exemple, principalement (mais pas seulement) pour les qualifiés, les biscates au noir, et les petits chantiers pour les particuliers, même déclarés, sont toujours plus rémunérateurs. Les ouvriers, surtout s'ils sont installés dans la branche, sont les artisans de cette absurdité voulue par la politique patronale: dès lors qu'ils savent que leurs contrats avec les entreprises seront de courte durée, ils n'ont plus intérêt à sujar a carteira ("salir" leur carte professionnelle). De fait, un livret attestant de multiples petites périodes de travail est un sérieux handicap à l'embauche. Ce sera ainsi un moyen de prendre acte de la rotativité tout en palliant les inconvénients: l'ouvrier travaille alternativement au noir pour le gain et dans un chantier plus long pour pouvoir régulièrement esquentar a carteira ("réchauffer" sa carte), ce qui lui garantit, pour lui et sa famille, l'accès à l'assistance médicale et lui permet de maintenir la reconnaissance de sa qualification, s'il en a une. Mais ce faisant, les travailleurs du BTP en proie à la rotativité volontaire empêchent en retour toute émergence d'une classe d'ouvriers d'entreprises et sont, face à l'emploi, dans une position permanente de qui-vive, laquelle ne favorise ni la syndicalisation ni la revendication salariale. C'est là actuellement la force de la politique de mobilité que de secréter sa propre nécessité auprès de ceux qu'elle scumet.

Le mécanisme ici décrit n'est pas différent lors de l'acabamento (phase

finale), qui voit cependant le chantier éclater avec l'irruption de métiers plus spécialisés (plomberie, carrelage, électricité, peinture etc.), avec les professionnels et leurs propres aides. Les spécialistes de la phase précédente sont remerciés ou reconvertis. Quoique la division de l'oeuvre entre plusieurs entreprises soit moins répandue que dans le sud, c'est le moment privilégié pour qu'interviennent des sous-traitants ou des sociétés spécialisées, évitant au constructeur d'avoir à s'attacher un personnel qualifié dont il n'aurait pas un besoin constant. La phase de l'acabamento est aussi, notamment dans les travaux pour le secteur public, celle des délais dépassés et de l'allongement de la journée de travail. La pratique du serão (travail du soir) est en principe réglementée, du moins au niveau national, tant pour le salaire extra que pour la durée limite. A João Pessoa, la réalité en veut autrement, quoique certains changements récents soient perceptibles dans le sens d'une normalisation. Des journées de 14 heures sont monnaie courante, ainsi que des primes non versées. On verra plus loin que cela est facilité par l'existence d'un rapport social paternaliste sur le chantier. Rares sont les travailleurs qui ont la volonté ou la possibilité de se récuser, surtout chez les immigrants, logés sur le chantier et donc entièrement disponibles, dont le revenu global est la première des préoccupations. Il y a là aussi parfois pour eux un moyen d'apprentissage. Véritable institution parallèle, le serão est manifestement un enjeu pour la classe patronale, qui a réussi, lors des dernières discussions avec le syndicat, à faire gommer toute tentative de réglementation à ce sujet. C'est ainsi que, même lorsqu'ils sont déclarés, les ouvriers se transforment en travailleurs clandestins par choix ou nécessité, apportant un tribut supplémentaire à un taux d'accidents du travail déjà énorme.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

L'insécurité du chantier prolonge l'instabilité de la condition ouvrière dans le BTP. Cette branche est par excellence celle des accidents, de la morbidité, de la malnutrition et de l'épuisement des corps. Collectivement conscients que les conditions de travail sont ruineuses pour le maintien de l'intégrité physique du travailleur, et donc, dans une certaine mesure, pour la productivité, les constructeurs, individuellement, ne voient aucun intérêt à faire des investissements dans le cadre d'une production qui se délocalise sans cesse. Confrontés à des marchés irréguliers et usant d'un personnel instable, ils improvisent au gré des besoins immédiats de l'oeuvre. Jusqu'en 1987, aucun enseignement spécifique sur la sécurité n'était dispensé aux élèves-ingénieurs de l'Université. Sur le lieu de travail, lorsqu'il y a des équipements appropriés, les ouvriers ne sont

ni sensibilisés ni formés à leur usage, ce que l'idéologie patronale présente à sa façon: "on leur donne du matériel mais ils ne s'en servent pas". Dans l'ensemble, les conditions de travail ne sont pas jugées mauvaises ou bonnes, elles sont un non-problème.

Quoique la situation soit, on le verra, très diverse d'un lieu à l'autre et, qui plus est, en train de se modifier (ce qui révèle que ce n'est pas qu'une affaire de coûts de production), le tableau moyen que l'on pouvait dresser il y a encore peu de temps est le suivant. Le chantier se prolonge dans la rue, où sont stockés les matériaux et déversés les tas de gravier et de sable. On y brasse souvent le béton. Les points de passage sont obstrués. Sur le terrain, des amoncellements, au gré des livraisons, de tuiles, de briques, de rails, de hourdis, de ferraille, d'ôpis, de plateaux et de déchets débordent sur l'espace de la production, rendant les déplacements humains difficiles, déménagés au gré des tâches jusque dans les lieux réservés à l'alimentation et au sommeil. L'inflation est un facteur aggravant, car elle oblige le constructeur travaillant sur budget à stocker ses matériaux. L'ouvrier travaille tête nue, en sandales ou nu-pieds, sans gants ni, le cas échéant, ceinture ou masque. Le guincho (élévateur) est utilisé, sans barreaux de protection, à la fois pour le personnel et pour les matériaux, parfois sans frein de secours. Les installations électriques ne sont pas protégées, non plus que la scie circulaire, qui produit en outre un sifflement insupportable. Sur la face extérieure des structures, ni échafaudages, ni garde-corps, ni plateaux ni filets. Les trous non comblés ne sont pas protégés, les passerelles plus ou moins improvisées, et les rampes n'ont pas de main courante, le tout faisant de la pose des planchers une activité acrobatique particulièrement lourde en accidents. Les charges de manutention sont pesantes et peu mécanisées: le sac de ciment de 50 kg est porté à dos d'homme, les graviers dans une caisse à brancards. Sur les petits chantiers, le mortier est brassé à la pelle, pieds nus, et le manoeuvre se fait parfois aider par ses enfants, s'il est à la tâche.

Les statistiques officielles d'accidents du travail sont en soi alarmantes: on estime qu'un sur quatre survient dans le BTP et (sans cependant pouvoir le prouver) que le Brésil est le premier dans ce domaine. Mais elles sont incomplètes, car nombre d'accidents ne sont pas déclarés ou se traduisent par un licenciement pour faute. Les théoriciens de la sécurité du travail ont mis au point un concept utile: celui d'ato inseguro (acte dangereux), qui permet à peu près toujours de responsabiliser l'individu au détriment des conditions d'exercice de son acte.

La semaine officielle de travail est généralement de 43 heures, soit chaque jour de 7 à 11 heures et de midi à 17 heures, et le samedi matin. Pour

recupérer ce dernier, les ouvriers qui rentrent chaque semaine au pays travaillent quotidiennement 30 ou 40 minutes de plus le soir. Certains chantiers ignorent la pause du matin et de l'après-midi, ce qui oblige souvent l'ouvrier à travailler à jeun, cause indirecte majeure d'accidents. Lorsqu'il y a travail de nuit, l'on reprend vers 19 heures pour une durée indéterminée. Le logement n'est pas toujours dans un espace réservé : alors, les ouvriers se répandent dans des coins du chantier en attendant, les structures montées, de pouvoir s'installer dans les étages. Le lit est le sol, ou une planche avec des cartons : il n'y a de matelas ou de hamac que pour celui qui en apporte. Il n'y a pas de normes de quantité pour les installations sanitaires (douches et WC), ce qui fait qu'elles sont souvent en unique exemplaire pour des dizaines d'utilisateurs. L'alimentation, qu'elle soit achetée ou décomptée sur le salaire, est pauvre en protéines. Le repas de midi se prend par terre et dans un lieu qui n'est pas réservé à cela. La vaisselle est seulement rincée. L'eau n'est ni filtrée ni réfrigérée, et bue (ou du moins puisée) dans une gamelle collective. Les résidus alimentaires forment un tas à même le sol.

Ce tableau concentré est plutôt incomplet qu'exagéré. Cependant, c'est une caricature en ce sens que ce qui surprend l'observateur à João Pessoa, c'est la grande variabilité, apparemment sans explication, des conditions qui sont faites aux travailleurs. Mais tous ces éléments de précarité figurent majoritairement dans les rapports officiels et les études universitaires, ainsi que dans les travaux de la Fundacentro, un organisme subventionné par le Ministère du Travail. La représentation régionale de ce dernier est peu pourvue en contrôleurs et en moyens de dissuasion : les amendes isolées sont moins coûteuses que les équipements ou améliorations.

On dit souvent que la sécurité et l'hygiène sont plus incertaines dans le Nordeste que dans le sud, et dans les petites ^{entreprises} que dans les grandes. Cette opinion est beaucoup trop générale pour être admise sous une formulation si sommaire. Au sud, le métro de Rio de Janeiro a été construit par des firmes de portée nationale, dans des conditions pourtant proches de celles d'un bain, donnant même lieu à de violentes mises à sac, notamment autour des problèmes de nourriture. A l'inverse, chez les petits entrepreneurs de João Pessoa, où la productivité reste basse et où les temps morts, en l'absence de toute organisation rationnelle du travail, sont nombreux, des conditions moins précaires peuvent être observées.

L'opposition entre un sud évolué et un Nordeste arriéré en matière de conditions de travail a cependant, dans le cas de João Pessoa, un sens historique limité. Après une période de marasme et d'arrêt complet des chantiers publics, les activités du BTP ont repris vers la fin de 1987 à un rythme accéléré, avec simultanément la libération des fonds publics et celle de nombreux terrains spéculatifs.

Cependant, les restructurations internes de la classe politique et les intrigues des constructeurs qui s'y rapportent ont indirectement livré de nombreux et importants marchés de l'Etat à des firmes du sud, venues de São Paulo ou Rio de Janeiro. Seule actuellement une entreprise pessoense, proche de tous les pouvoirs en place successifs, est à même d'affronter cette concurrence. Or il se trouve que ces firmes extérieures, en raison de leurs propres traditions, non seulement payent de meilleurs salaires, mais aussi servent de phare en matière de sécurité et de rationalisation du travail. L'une d'entre elles affiche sur ses palissades, en plein centre ville et devant l'antenne régionale du Ministère du Travail: "Sécurité: nous changeons l'image de marque du BTP". Leur arrivée a coïncidé avec, d'une part, une pression plus radicale du syndicat sur les constructeurs et les pouvoirs publics et, d'autre part, la réunion de diverses entités venues de l'Université, où un enseignement sur la sécurité et un laboratoire d'analyse du travail sont très actifs, et d'organismes tels que la Fundacentro, qui multiplie conférences et cours sur les chantiers. Tout cet ensemble de forces convergentes a été d'un grand poids, notamment sur les actions de contrôle des représentants du Ministère du Travail.

C'est ainsi que pour la première fois la sécurité du travail était posée dans la campagne salariale annuelle du syndicat. L'accord bipartite, sous l'égide du Ministère, comporte donc depuis peu diverses clauses révolutionnaires pour la Paraíba: notamment l'obligation de fournir eau filtrée et gobelets jetables, des matelas ou hamacs et des équipements de protection individuelle (le tout sans retenue de salaire) et collective adéquats, ainsi qu'un entraînement à leur usage, l'examen médical obligatoire en cas de licenciement non motivé d'un travailleur soumis aux risques etc. Cette liste est, a contrario, une illustration du tableau qui a été dressé ci-dessus.

Néanmoins, ces prescriptions sont restées assez imprécises dans leur formulation (et leur application est trop difficile à faire respecter) pour expliquer qu'au début de 1968 les différences entre chantiers soient si importantes. Si, sous la menace de contrôles, en quelques mois, casques, gants, bottes ou chaussures et ceintures (d'ailleurs souvent inadéquats parce qu'achetés au moindre prix) ont fait leur apparition dans les chantiers de João Pessoa, le reste est très variable: telle firme offre cantine, réfrigérateur, télévision et logement décent, tandis que pour une construction identique, les conditions restent proches de celles qui ont été décrites plus haut. En outre, un écart entre les petites et les grandes entreprises a dû se créer car les contrôles ou les pressions se sont, pour des raisons d'efficacité, concentrés sur les plus grandes. Enfin, les améliorations ont principalement porté sur les aspects les plus repérables (comme les équipements de protection individuelle), et moins sur ceux qui nécessitent une visite approfondie du

chantier, et ouvrent donc la voie à l'établissement d'une relation personnelle entre les inspecteurs et les chefs de chantier.

TERMINOLOGIE DE LA DIVISION DU TRAVAIL : "PIONS" ET "OFFICIELS".

Laissons de côté ceux qui ne sont pas à la production: le mestre de obra (chef de chantier), dont je parlerai plus loin, ainsi que l'apontador (surveillant-comptable), l'almoxarife (intendant), lorsque la taille de l'oeuvre requiert ces fonctions. Dès lors qu'un chantier emploie plus d'un travailleur, l'univers de la production du bâtiment se met en place autour d'une division irréductible: celle qui oppose le servente ou ajudante (manoeuvre) et le profissional ou oficial (ouvrier qualifié). L'existence d'une catégorie intermédiaire, le meio-oficial (semi-professionnel) ne me semble contredire cette dichotomie: c'est le plus souvent, pour un travailleur à qui manque encore une bonne lecture des plans, qu'un statut temporaire vers le grade d'oficial et, pour l'employeur, une façon commode d'enregistrer un travailleur au dessous de sa qualification.

Il y a, entre la classe des ajudantes et celle des oficiais, une coupure et non un continuum. En témoigne l'égalité générale des salaires de base (primes exclues) dans chacun des deux groupes. Cette classification apparaît en clair sur le contrat de travail (lorsqu'il est signé) et sur les registres de l'entreprise (lorsqu'ils sont tenus). Elle est sociale avant d'être technique: l'acquisition du statut de profissional est un titre que l'ouvrier conserve par devers lui, quelles que soient les vicissitudes de l'emploi et les tâches concrètes qui lui sont confiées. Mais, à l'échelle de la catégorie tout entière, elle colle étroitement à la division technique du travail qui prévaut dans une branche peu industrialisée, juxtaposant une série de productions artisanales éclatées avec un processus d'édification collectif. La production du bâtiment combine - et combinera encore longtemps à João Pessoa - des pratiques d'atelier où le profissional, aidé de son ou ses ajudantes, exécute des fabrications particulières, avec la construction proprement dite où l'ensemble de la classe des serventes se met au service des oficiais. Ainsi, le dosage, en proportions variables selon la nature et la taille du chantier, de travail subordonné et de travail qualifié, se complique encore aux yeux de l'observateur par le fait que la soumission du peão (1) qui est embauché pour apporter

(1) Peão (pion) est le nom courant de l'ajudante ou servente: c'est celui qu'on met à n'importe quelle tâche supposée n'exiger que de la force physique. Beaucoup d'auteurs brésiliens appellent travail braçal (c'est-à-dire purement manuel) son activité, que je préfère qualifier de subordonnée.

sa force de travail et rien d'autre, n'est pourtant ^{pas} la même selon qu'il est placé dans l'une ou l'autre de ces relations de travail. Dans le premier cas, tend à s'établir entre le profissional et son ajudante un rapport voisin de celui du maître et de son apprenti: ce dernier est bon à obéir et à tout faire, y compris donc, si l'opportunité se présente, observer et apprendre un métier. Dans le deuxième cas, seule importera la disponibilité de ses bras, et le mestre aura à coeur de lui donner ces tâches répétitives, à exécuter dans une discipline d'usine, et de l'écarter de toute relation directe avec un oficial particulier. Cet impératif n'est guère facile à mettre en pratique, et le jeu du mestre sera de varier et intensifier à la fois suffisamment les charges pour empêcher que se concrétisent les tendances centrifuges des peões, qui préfèrent se fixer sur un travail avec un profissional plutôt que pour l'ensemble du chantier. On ne peut, sans simplifier excessivement, analyser dans les mêmes termes le travail, qui se divise sans conteste entre travail subordonné et travail qualifié, et le travailleur, qui se meut dans un univers ambigu au regard du savoir-faire. C'est bien sûr leur intérêt de voir les choses ainsi, mais il n'est pas anodin d'entendre beaucoup de serventes affirmer qu'ils en connaissent autant que les profissionais.

Il peut sembler abusif d'opposer la subordination, qui est une relation sociale, et la qualification, qui est un acquis, un "capital", pourrait-on dire. Ce n'est de fait que la première approximation d'une division qui se manifeste avant tout par sa complexité. Mais elle est présente dans la terminologie en usage dans la branche. Le profissional ou oficial (littéralement : titulaire d'un "office") est bel et bien désigné par ce qui ressemble à un diplôme. Sa carteira est fichada (marquée) du sceau de sa compétence : il est pedreiro (maçon) ou arnador (ferronnier) ou carpinteiro (charpentier de coffrage), ou encore encanaador (plombier), eletricista (électricien), pintor (peintre) etc. . Mais ce "capital" est social et ne préjuge pas de ses compétences. Il peut être mauvais ouvrier dans son domaine. Et s'il veut changer de spécialité, il ne régressera pas par le grade d'ajudante, il lui suffira de convaincre le mestre de la réalité de sa polyvalence.

On vient de voir incidemment que, à l'opposé, l'ajudante n'est pas celui qui apprend mais celui qui sert. C'est un statut indifférencié. Les mots le disent assez : le servente, ajudante ou peão, c'est l'homme de toutes les corvées. Il est servente avant d'être servente de profissional, éventuellement et de manière qui peut toujours être remise en cause. S'il se refuse à laisser domestiquer sa force de travail, s'il réclame au sujet de la charge qui lui est confiée, s'il ruse pour apprendre contre le gré des oficiais ou du mestre, c'est, de règle générale, la porte sans préavis, la justa causa pour insoumission, mauvaise volonté ou rendement insuffisant. Tandis que les uns sont désignés par leur savoir-faire, les

autres le sont par leur savoir-obéir, quelles que soient leurs aptitudes et leurs aspirations concrètes. C'est pourquoi j'utilise le terme travail "subordonné" plutôt que braçal (une épithète d'ailleurs intraduisible en français, puisque le travail du professionnel est également manuel).

Tels sont les statuts sociaux des deux classes d'ouvriers. Mais la pratique du travailleur voit les choses quelque peu autrement, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la production du bâtiment associe dans un espace unique, sans pouvoir les cloisonner, travaux de métier et travaux de charge. D'autre part, en dépit d'un sentiment de leur supériorité, les officiels sont, eux aussi, soumis à une exploitation physique et économique qui les rapproche des serventes: l'horaire est le même, le salaire hors primes n'est que de 35% supérieur en moyenne, ce qui est toujours dérisoire par rapport ^{aux} besoins vitaux. Enfin, les conditions des uns et des autres se succèdent. C'est parmi les serventes que se recrutent les professionnels, et l'on doit donc admettre que le travail subordonné, ouvrant des brèches vers le métier, n'est pas toujours aussi dépourvu de qualifications qu'on croit. La reproduction de la branche, en l'absence à peu près complète de toute formation d'école hors chantier, se fait ainsi à l'intérieur d'une contradiction. D'un côté, une rigidité hiérarchique pousse les uns vers les tâches répétitives et parcellaires, le blocage des carrières et la rotation, tandis que de l'autre, une inévitable souplesse du processus d'apprentissage met, sous certaines conditions, le servente en position de professionnalisation potentielle.

Les facteurs personnels de carrière sont nombreux et mêlés, et les récits de vie n'ont d'intérêt que s'ils permettent de déboucher sur un modèle qui associe des profils d'existence sociale et de trajectoire. De la façon dont les circonstances, ses aspirations, ses aptitudes propres le placeront entre les deux pôles artisanal et industriel de la construction, de son rapport à l'autorité, au salaire et au savoir, de la façon dont il aura fait irruption dans le BTP et du poids acquis de sa propre trajectoire, du réseau qu'il aura tissé parmi ses compagnons, de sa capacité d'épargne pour acheter les outils, des attentes et nécessités familiales, et enfin bien sûr de sa volonté ou non de rester dans la branche, de tout cela dépend l'avenir du servente.

POLYVALENCE ET SPECIALISATION: UNE OPPOSITION TROP PEESE

C'est dans le cadre d'une extrême instabilité de sa vie tout entière, professionnelle et extra-professionnelle, que le servente moyen doit puiser les ressources nécessaires à sa stabilisation. Là n'est pas la moindre contradiction

de sa condition: embauché pour effectuer les travaux spécialisés non qualifiés les plus divers, il est de ce fait un polyvalent en puissance, et là sera pour certains la porte d'accès à la spécialisation qualifiée du professionnel. Mais le sens de cette polyvalence est celui d'un combat, et diffère en cela de l'élargissement quasi naturel des compétences de l'ouvrier qualifié: pour le mestre, il s'agit surtout d'éviter qu'une tâche répétitive ne débouche sur une professionnalisation, pour le servente l'enjeu est cette transformation. Quant au professionnel, le fait de posséder un métier peut se tourner en handicap car, au contraire des tâches variables qui peuvent toujours occuper le servente, il n'existe aucune qualification qui intervienne tout au long des divers processus de production qui ponctuent l'édification. Seule son aptitude reconnue à déborder sa propre spécialité, seul un passage du savoir-faire au savoir-tout-faire lui permettront à la fois de participer à une oeuvre d'un bout à l'autre et d'augmenter son temps d'occupation entre les chantiers successifs. Les exigences de ces derniers permettent rarement aux oficiais de donner la pleine mesure de leur polyvalence, mais celle-ci est réelle pour plusieurs raisons: leur proximité du mestre et de l'ingénieur dans la production; la complémentarité de leurs tâches sur le chantier; leur expérience des petits travaux de type artisanal, qui nécessitent initiative, autonomie et adaptabilité du travailleur; leur fréquente participation à la construction de leur propre logement. De ces ouvriers universels, le mestre sait conserver avec lui quelques uns pour pallier les vicissitudes de la production et pour éviter leur fuite vers d'autres oeuvres. Ce sont ceux-là qu'on entend dire qu'ils sont techniquement les égaux du mestre, et que ce dernier évite de brutaliser avec des ordres inutiles.

On n'est pas surpris de conclure que, dans les deux cas, c'est par leur variabilité plus que par leur fixité que les tâches peuvent assurer l'émergence et la valorisation du savoir ouvrier. La polyvalence en tant que pivot de la formation, quoiqu'avec des contenus différents pour le manoeuvre et pour le qualifié, est nécessaire à la reproduction de la branche. Elle n'en est pas moins redoutée aussi des constructeurs, car elle a dans son sillage une autonomie qui va à l'encontre de la division sociale, et parce qu'elle crée des liens de complémentarité qui annulent en partie les effets de la discipline de chantier. Tout en la craignant, ils l'utilisent pour le bénéfice de la flexibilité: en cas d'absence d'un homme de l'art, tel servente est promu pour quelques heures professionnel, ou tel pedreiro devient carpinteiro. Mais dans l'ensemble, le contrôle prend le pas sur l'anarchie. Embauché pour servir et non pour apprendre, le servente doit, s'il veut se forner, métamorphoser les travaux de charge en savoir. Cette alchimie passe par l'instauration d'un lien personnel avec l'oficial dont il dépend (qui

d'ailleurs, sur un petit chantier, peut être le mestre): dès lors qu'il aura tâté de la truelle ou même de la bétonneuse, il est déjà à moitié perdu pour charrier des sacs de ciment.

On a vu que la classe patronale résolvait le problème en cherchant à assurer une bonne rotation, c'est-à-dire à ajuster embauches et licenciements aux besoins en volume, nature et qualité du moment. Outre les éléments-clé de cette stratégie, déjà évoqués, que sont la sous-traitance, l'allongement de la journée de travail et le travail clandestin, il y a le rapport social qui s'instaure sur le chantier autour de la figure centrale du mestre de obra.

LE PATERNALISME DU "MESTRE": PROTECTION, DISCIPLINE ET SAVOIR

Face à un univers ouvrier hétérogène quant à ses capacités et ses aspirations, le mestre n'a pas une gestion unique de sa force de travail. Les témoignages des ouvriers sur ce que sont un "bon" et un "mauvais" mestre permettent de comprendre les contradictions inhérentes à sa fonction. Il lui faut sans cesse stimuler les uns et retenir les autres, de sorte à reconstituer, à chaque phase du chantier, une division du travail techniquement viable mais socialement acceptable. Il doit garder intacte l'opposition statutaire, tout en laissant leur part à l'initiative et à l'improvisation pratiques, sans lesquelles le processus de production se bloquerait, créer du désordre pour ensuite rétablir l'ordre. C'est souvent un impératif dont il s'acquitte mal, d'où ces fréquentes récriminations des ouvriers contre ces mestres à la fois incapables de diriger et autoritaires à l'excès.

Il n'y a pas de chantier sans mestre. Dans les petites empreitadas ou chez les contratantes, patron, ingénieur et mestre ne font parfois qu'un. Dans les gros chantiers, il peut y avoir plusieurs mestres, simultanément ou successivement. Mais toutes les situations se ramènent à un fait: l'existence de cette fonction est le résultat nécessaire de la variabilité des chantiers et des oscillations du processus de production du bâtiment entre ce que certains auteurs appellent l'autonomie et la rationalisation. De cette gageure naît le mestre, et avec lui le seul rapport social approprié aux problèmes d'une branche en proie à une impossible normalisation: le rapport paternaliste. Dans l'idéologie officielle du chantier, le mestre est ou devrait être le meilleur des professionnels. Contrairement à l'engenheiro (ingénieur), qui sort de l'université sans bagage manuel autre que le dessin, c'est un ouvrier venu de la base: il n'y a pratiquement pas d'exception. D'être maître des techniques avant d'être responsable des hommes, il tire un ascendant sur toute la catégorie, engenheiros compris. Ce

dernier passe quotidiennement sur le chantier supervise et décide en dernier ressort. Mais le mestre est, lui, ici en permanence, quem manda é o mestre (c'est lui qui commande). Il conçoit, organise et veille au bon accomplissement de l'oeuvre. Salarié mais intéressé à la production, il est donc dans une position ambiguë. A mi-chenin entre la classe patronale, dont il sert les intérêts sur le chantier sans en partager vraiment les profits, et la classe ouvrière, dont il est issu et dont il cristallise tous les savoir-faire sans en subir toutes les conditions de travail, il a auprès de celle-ci l'image d'un chef, non celle d'un doutor (ce terme désignant l'engenheiro ou le patron). Du moins ceci est-il le type-idéal.

Le plus souvent, c'est le mestre qui s'occupe du recrutement. Il propose à l'engenheiro des ouvriers, puisés dans son réseau de relations déjà acquis, ou dans le site de l'intérieur de l'Etat dont il est originaire. De là s'établit d'emblée une relation d'obligation, qui touche plus particulièrement les serventes, qui lui doivent emploi et éventuellement logement. S'il arrive que le BTP manque, à João Pessoa, d'offre de travail qualifié, la classe des manoeuvres est toujours excédentaire en puissance puisqu'elle est alimentée par les difficultés structurelles de la campagne paraibanaise. En donnant du travail, il a donné de quoi se nourrir aux familles restées au pays. A l'embauche ou durant l'oeuvre, c'est lui aussi qui propose la qualification qui sera portée sur la carteira ou qui refuse de signer cette dernière : d'où un rapport d'attente et de reconnaissance à son endroit. C'est lui qui répartit les travaux entre les ouvriers, sait exiger d'un professionnel qu'il participe au terrassement, ou au contraire promeut un servente à un poste qualifié. C'est lui qui décide de l'importance du travail por produção (à la tâche) qui viendra s'ajouter au salaire fixe hebdomadaire, si important dans le revenu des officiais. C'est lui, qui, sur les indications de l'apontador, acceptera arbitrairement d'embaucher ou non un ouvrier en retard, et décidera de l'ampleur des retenues sur le salaire dans ce cas. Mais, chose primordiale dans le fonctionnement de ce type de relation paternaliste, il n'a officiellement rien à voir avec les aspects financiers et statutaires de l'embauche : le pouvoir patronal dans le bâtiment est un pouvoir déguisé et délégué, qui ne se fait connaître que par la médiation d'un salarié. De ce fait, le mestre ne se tient pas pour responsable du bas niveau des salaires ou des mouvements d'accordéon de l'emploi, et il est volontiers d'accord avec les ouvriers sur l'injustice du système. Car c'est lui, enfin, qui, malgré les formes, a la possibilité pratique non seulement de licencier mais aussi de décider du type de mise à pied : motivée sans préavis ni droits, pour convenance de l'intéressé ou de l'entreprise, pour nécessités du service. Ainsi, sans préjuger du bon exercice de son autorité technique, il détient un pouvoir discrétionnaire en vertu de sa fonction sociale multiple. La relation de soumission dépasse amplement le cas des serventes, même si elle s'exerce particulièrement sur eux en raison de leur infériorisation sur le marché du travail.

Le rapport social paternaliste ne doit pas être vu unilatéralement. C'est son aspect contradictoire qui doit retenir l'attention : il combine étroitement, à des degrés divers selon les circonstances et les individus, la protection et la contrainte. L'élément disciplinaire ne le résume pas, l'image du bon chef aimé et respecté des siens est tout aussi fautive, quoique sur un chantier et pour une catégorie d'ouvriers donnés, ce soit l'un ou l'autre qui prédomine. La sévérité excessive, voire la brutalité physique, n'a pas elle-même un contenu unique : elle vise parfois le maintien de l'ordre pur et simple sans tenir compte des personnes, et parfois la domestication du travailleur en tant qu'individu social. La nuance me paraît importante, et c'est à partir de cette dialectique que l'on peut poser ici à nouveau le problème de l'acquisition des savoirs et de la promotion des ajudantes.

Ce qu'un professionnel attend du mestre, c'est en général qu'il le reconnaisse comme un des siens, que ses directives d'ensemble soient claires et précises, qu'il se contente de bien organiser le chantier pour que lui, oficial, soit libéré de tous déplacements et charges physiques incombant aux ajudantes, et qu'en dehors de cela il le laisse exercer son art tranquillement. Les attentes du servente à l'égard du mestre (et dans une certaine mesure des professionais) rejoignent en partie celles-là : en particulier, il supporte mal l'absence de respect. La brutalité (y compris les coups, qui sont un des modes de manifestation de la relation paternaliste), les ordres contradictoires, l'excessive punitivité des tâches et des rythmes, l'interdiction des pauses et des conversations, l'immixtion dans sa vie privée, le mépris de l'horaire de la paye hebdomadaire le vendredi soir qui l'empêche d'attrapper son car, tout cela constitue le lot du servente face à ce qu'il appellera un "mauvais" mestre, et ce qu'il redoute le plus. Mais, au delà de tout cela, une hantise est souvent formulée (et le rapproche de l'oficial) : celle d'avoir tout le temps le mestre dans son dos. Certains ouvriers disent que cela est cause d'accidents, mais l'essentiel de cette aversion est ailleurs. En maintenant une pression constante sur le servente, le mestre a un comportement dont le sens (sinon le but nettement compris) est clair : l'empêcher d'accéder au métier. La discipline du chantier vise toujours à copier, même si elle n'y parvient qu'incomplètement, celle de l'usine, où les tâches d'encadrement réduisent au minimum les effets centrifuges de la personnalité de chacun, et où le travail spécialisé est synonyme de travail non qualifié. Dans le cas évoqué ici, le paternalisme prend la forme de la domestication de la force de travail, non celle du travailleur. L'élément disciplinaire ne vise pas à transformer l'ouvrier en "bon" ouvrier, avec "sévérité dans son propre intérêt", mais à mettre la contrainte au service des résultats de la

production sur le moment même. On est loin, dans ce cas, du paternalisme chrétien de certains patrons d'industrie : l'histoire personnelle de l'ouvrier, sa tempérance, son sérieux, ses aptitudes et aspirations, tout cela n'entre pas en soi dans les préoccupations du mestre. Celui qui se plaint ou se rebiffe, point n'est besoin de le dompter, et la réplique sera invariablement : "c'est ça ou la porte".

Cependant, les aspects artisanaux du chantier restent si importants que le servente ne comprend pas, dans un univers apparemment organisé de façon si brouillonne, avec toutes ces tâches semi-qualifiées qu'il sait déjà exécuter, que le mestre ne le décharge pas de temps à autre des travaux purement manuels et abrutissants. Le grief le plus fréquent, avec celui qui touche aux bas salaires, contre la branche de la construction est celui-ci : "avec un peu de volonté et d'intelligence, c'est facile d'apprendre ; mais le plus difficile est de trouver un mestre qui vous donne votre chance".

Il s'instaure sur le chantier une sorte de guerre d'usure, où ceux des serventes qui cherchent le métier utilisent les armes en leur pouvoir. C'est dans l'organisation même de la production qu'ils les trouvent, avec ou contre le gré du mestre. Alors il peut arriver que le rapport paternaliste bascule, surtout si l'on est dans un petit chantier ou dans une équipe. Si le servente parvient à faire admettre son ambition de se qualifier, ou du moins à obtenir la neutralité du mestre (il y sera peut-être aidé s'ils sont parents ou compatriotes), l'aspect protecteur l'emporte, et l'élément disciplinaire ne concerne plus que la force de travail, mais aussi le travailleur. La situation du servente peut même s'aggraver, s'il doit de ce fait exercer deux services au lieu d'un et, de surcroît, épargner pour acheter l'outillage : cette dernière coutume, épreuve de passage obligatoire vers le métier, n'a pas que valeur d'économie pour l'entreprise. C'est avant tout, l'ouvrier montrant qu'il accepte les privations pour arriver à ses fins, un enjeu dans sa domestication. J'ai déjà dit que, afin de développer sa stratégie de formation, le servente n'avait, outre les possibilités extra-professionnelles (pas d'enseignement technique, mais éventuellement une participation à l'autoconstruction familiale et les biscates), qu'une double possibilité : se rapprocher progressivement d'un homme de métier, briser la cadence des travaux de charges répétitifs. Le travail por tarefa, c'est-à-dire à la tâche, est le meilleur moyen mais il est, non par hasard, très rarement offert aux ajudantes. Une série de postes intermédiaires assimilables à la classification de servente (par exemple bétonnier, grutier, vigile ou même cuisinier) sont propres à permettre l'observation et le contact personnel avec les professionnels. Ce sont surtout, me semble-t-il, les ateliers installés à l'éc

la production de l'édifice qui permettent le plus complètement l'établissement d'un rapport maître-élève : le servente de carpinteiro et le servente de armador, qui participent à la fabrication des coffrages et des armatures, sont plus directement en contact avec un artisanat que les serventes de pedreiro, car la maçonnerie fait intervenir les pedreiros collectivement. C'est toutefois dans cette dernière spécialité que les possibilités sont, numériquement, les plus grandes.

Quoi qu'il en soit des carrières de chacun, on croirait à tort que la subordination, même violente parfois, ne secrète que des résistances. Le paternalisme tire l'essentiel de sa force de ce que c'est un rapport librement consenti, fondé à la fois sur la supériorité technique et sur l'ascendant social du mestre. On a vu que ce dernier paraissait obliger les serventes en leur procurant emploi et logement. Ils n'ont donc rien à lui refuser, et de plus sont sous sa main. Cette dette morale, se combinant avec la préoccupation du gain, qui est vraiment la première sinon l'unique chez les ouvriers migrants dont les familles attendent la paye, l'ignorance des droits aidant, voilà le ressort de la surexploitation du travail. En particulier, bien plus que l'obligation physique (c'est-à-dire la menace du renvoi), c'est la contrainte morale qui permet le serão et le travail des jours fériés.

Mais ce rapport reste instantané et son caractère quasi-viaager est fragilisé par la mobilité. Les exigences de la rotativité rendent la classe des serventes instable. Ainsi, lorsque fréquemment il brise le contrat personnel, tacite ou écrit, qui le lie à l'ouvrier, le mestre lui rend sa liberté en le mettant dehors. D'où les innombrables actions en justice pour obtenir a posteriori réparation et paiements des droits en cas de licenciement abusif, consécutif à un accident du travail par exemple (dont on sait d'ailleurs bien tirer parti toute une industrie d'avocats travaillant au pourcentage). L'arbitraire du rapport social lui donne des limites: le paternalisme est moins le verrouillage absolu d'une classe qu'un mode de gestion à court terme. Qualifiés ou non, les ouvriers ne font qu'exceptionnellement carrière dans une firme, et n'ont donc majoritairement en vue que la contrainte, et non l'attachement à la personne d'un mestre qui, de ce fait, est d'avantage un tuteur qu'un maître.

João Pessoa, 11 février 1982

Alain Morice
 Université Fédérale de la Paraíba,
 Mestrado em Ciências Sociais (João Pessoa)
 ORSTOM - CHRS - CREDIT (Paris)

M. AGIER : COMMENTAIRES.

Trois parties dans mon commentaire :

1 - La question du "dualisme".

P. 9 : " L'image véhiculée par les catégories sociologiques... sur le maintien des inégalités." La question est : peut-on utiliser ou non des oppositions comme exclusion-intégration ou informel-formel, et à quels niveaux de l'analyse ?

Après l'affirmation catégorique disant qu'on ne peut le faire (c'est une image "trompeuse"), tu nuances, trop à mon sens, au 2^e paragraphe p.10 : "Rien ne serait plus illusoire... une telle opposition (formel/informel) n'a de sens que parce qu'elle traverse chaque individu, chaque unité productive". Plus exactement, je suis bien d'accord avec la 1^e phrase du paragraphe : rejeter le découpage préalable entre formel

et informel déjà défini (autoconstruction et travaux occasionnels d'un côté, entreprises et lois du travail de l'autre), mais tu dois bien reconnaître que, à posteriori, ce que l'observation relève, c'est que chaque individu ou unité productive est "traversé" par cette dualité. Cela lui suffit pour exister, et pour qu'on l'analyse, alors que tu donnes l'impression, à chaque détour d'exemple, de vouloir la nier. À l'inverse, on est conduit dans le texte à chercher la contradiction à cette thèse de la non-dualité. Par exemple : la "division irréductible" entre le servente et le professionnel parle, selon moi, de ce clivage exclusion-intégration. Autre exemple : celui de la carteira professionnel : je trouve excellente l'analyse sur la signification et l'usage ambigus de la carteira; reste que si l'employeur peut utiliser la signature de la carteira comme une "carotte", ou que si des travailleurs cherchent à "rechauffer la carteira", quitte à travailler alternativement au noir pour le gain et dans un chantier pour la carteira, c'est bien que l'opposition avoir/ne pas avoir de carteira a un sens et qu'elle se situe à mon avis dans ce clivage intégration/exclusion.

Parenthèse : Dans mon texte, certaines pistes sur cette opposition, pas formel/informel, ni exclusion/intégration, mais plutôt exclusion/non-exclusion. Pour arriver à montrer en quoi l'exclusion est une réalité repérable dans les trajectoires individuelles et les études de cas, en même temps qu'un élément central dans la symbolique des relations sociales, qui "surdétermine" les représentations de classe, de race, de conditions de vie, etc.. Il me semble que cette construction se fait autour des questions suivantes :

a) l'emploi : l'existence de réseaux (à démontrer et décrire de

C.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° :

Cote :

manière précise, notamment les réseaux politiques : en fait, qui les domine ? Les politiciens en quête de voix ont un rapport avec les groupes ou secteurs dont ils voudraient faire des sphères d'influence, qui n'est pas, loin de là, toujours à leur avantage : dans certaines circonstances, c'est net à Salvador avec les groupes noirs, ce sont les leaders de ces groupes, secteurs ou communautés qui dominent les marchandages électoraux) ne contredit pas l'existence de cette "dichotomie". Elle dit simplement que les barrières sont imprécises, mobiles, et les réseaux jouent sur le passage de l'un à l'autre des termes de l'opposition. Concernant l'accès à l'emploi, les réseaux jouent sur le "comment" (question essentielle où se démontrent les phénomènes de domination), mais pour exister, ils s'appuient sur l'existence de cette dichotomie ou de ce rapport exclusion/non-exclusion. (Cf ton débat avec C. de Miras, Cahiers UR 5, p. 36).

b) les "droits sociaux" urbains : accès ou non-acces à une habitation précaire ou légalisée (légal/non-légal : là encore il y a des réseaux mais qui se construisent concrètement sur cette opposition, non pour la supprimer, mais pour y effectuer des passages), au transport, aux services collectifs, à l'assistance médicale, la scolarisation, etc.. Il existe bien cas par cas, et individu par individu, une problématique où l'on est exclu ou non de ces droits ou avantages.

c) modes de vie/conditions de vie : on utilise à Salvador les notions de équilibre/non-équilibre pour parler du niveau de consommation des familles autant que de la stabilité du groupe familial.

d) les rapports interindividuels : les façons d'interpeler, de commander, d'exiger démarquent celui qui sert de celui qui est servi, et renvoient à une forme esclavagiste des rapports de domination : quant tu parles de "transfert de relations féodales dans la cité" et de la figure centrale du *mestre*, n'est-ce pas la même chose ? Grosso modo, dominant/dominé dans la relation interindividuelle renvoie à exclu/non-exclu dans le rapport aux institutions.

e) pratiques sociales parlant du rapport aux institutions. Plusieurs choses semblent importantes : dans les pratiques familiales, l'union libre est très répandue. Le mariage est une éventualité qui peut avoir lieu à différents moments du cycle familial; en outre il y a le mariage civil et le mariage religieux. Une famille peut très bien exister sans mariage. Celui-ci n'est pas, à proprement parler, une "pratique familiale", mais un acte, un rite, un élément d'identité sociale, compréhensible du point de vue du rapport à l'Etat, à l'Eglise, et du rôle de l'Etat et de l'Eglise. Autrement dit, c'est une composante de la "citoyenneté", qui renvoie aux "identités"(?) exclus/non-exclus.

Les pratiques religieuses : la quasi-totalité des ouvriers-salaries-

bien-payés-intégrés au pôle pétrochimique, Petrobras. etc..., même noirs, et même s'ils ont des parents ou voisins très proches pris dans le candomblé ou l'umbanda, nient très systématiquement toute fréquentation et toute connaissance des religions afro-brésiliennes. Au contraire, ils affirment leur appartenance chrétienne (en général catholique), leur participation à des initiatives de l'Eglise, leur mariage catholique. Le champ religieux est lui aussi "utilisé" dans la formation d'un statut social "global" qui, semble-t-il, recoupe le même rapport exclusion/ "inclusion": f) les identités raciales (cf texte).

Pour l'instant, en conclusion provisoire :

- 1) il existe, anthropologiquement, une dichotomie entre un ordre officiel, institutionnel, légal, et un ordre relationnel (cf la métaphore de la rua et de la casa de Roberto da Matta dans "Carnavals, bandits et héros"), l'un et l'autre traversant tous les secteurs de la société.
- 2) il existe une réalité sociale (ie dépassant la somme des cas individuels) de l'exclusion sur laquelle se construisent les représentations de position et de condition sociale et qui donne à l'ordre relationnel toute son efficacité dans le cadre du maintien de l'opposition exclusion/non-exclusion.

2 - Remarques sur la "rigueur".

a) p.2 "la corruption et les détournements constituent un fléau généralisé, dont les observateurs avisés s'accordent à dire qu'ils sont un rouage essentiel de la mécanique économique de la cité". Cette affirmation est si fondamentale que l'on peut se demander si le simple point de vue des "observateurs avisés" suffit à la fonder.

b) p.24 "C'est parmi les *serventes* que se recrutent les professionnels" et "Dans l'idéologie officielle (je souligne) du chantier, le *mestre* est ou devrait être (je re-souligne) le meilleur des professionnels.. C'est un ouvrier venu de la base : il

n'y a pratiquement pas d'exception." C'est une question essentielle concernant la mobilité dans la branche : tous les professionnels sont-ils d'anciens *serventes* ? que deviennent les *serventes* qui ne passent pas professionnels ? tous les *mestres* sont-ils d'anciens professionnels?

3 - Divers

a) sur la terminologie de la division du travail

p.23 : difficulté concernant le *professionnel*. Tu dis que son "capital" est social et ne préjuge pas de ses compétences, mais pour expliquer son possible changement de spécialité, tu dis

qu'il "lui suffira de convaincre le *mestre* de la réalité de sa polyvalence", ce qui est du domaine technique; ce que tu réaffirmes plus bas en distinguant le savoir-faire des professionnels au savoir-obéir des *serventes*. Ceci tendrait à faire penser que le "capital" des *officiels* est social mais il faut le démontrer en recourant peut-être aux trajectoires professionnelles

b) sur le paternalisme du *mestre* Pour une telle analyse, il faut entrer dans le détail des échanges en jeu : argent, faveur, protection, etc.. J'ai les mêmes problèmes méthodologiques : il faut fouiller dans des choses comme le parrainage (*padrinho*), la relation de *compadre*, et bien sûr la parenté, qu'elle soit de filiation, d'alliance, ou "symbolique". Ceci d'autant plus que le rapport paternaliste est "le seul rapport social approprié aux problèmes d'une branche en proie à une impossible normalisation" (p.26)

- p.30 et la suite ; N'est-ce pas une contradiction : l'existence d'un rapport paternaliste qui demande du temps, une certaine permanence, et la très forte mobilité des *serventes* ? Peut-être la relation sociale, familiale, directe ou médiatisée, existe-t-elle avant la relation de travail observée ? Sinon le rapport est-il vraiment paternaliste ? Ne faudrait-il pas distinguer un sous-modèle qui serait le paternalisme instantané et précaire, ou *viager* ? Ce qui rendrait nécessaire une réflexion sur les références culturelles de cette pratique.

REPONSE (A. MORICE)

1 - La notion de dualisme et la problématique de l'exclusion

Je fais (p.9) une allusion à l'image trompeuse véhiculée par certaines catégories, notamment "secteur informel" et "exclusion". Derrière l'appellation d'"exclus", il y a un parti-pris que je considère indéfendable doublement : 1) que les "exclus" constitueraient un groupe homogène du point de vue de leur intégration (faible ou nulle) à la société civile; 2) que leur univers serait juxtaposé, en négatif (absence de participation) à cette société civile. On est extrêmement loin de ta propre problématique : la réalité de la dichotomie exclusion/non-exclusion ne fonde pas des secteurs (soit: la vision dualiste), mais traverse tous les secteurs de la société. Pour moi, je ne fais pas fonctionner identiquement les deux dichotomies ; exclusion/non-exclusion et informel/formel. Par contre, lorsque tu expliques que si, comme je le dis, l'opposition avoir ou non un

contrat de travail (ie travailler légalement ou clandestinement) a un sens, elle " se situe encore à mon avis dans ce clivage intégration/exclusion"; ça c'est ton avis pas le mien. Je ne me suis pas posé le problème de l'exclusion dans le texte.

Sur informel/formel, je l'ai déjà dit (Cahiers, n°5) à propos du non-salaire: il y a un modèle non-salarial ou informel; il n'y a pas de secteur non-salarial ou informel. Donc, soyons logiques: je ne conteste pas du tout la dualité formel/informel; je conteste le dualisme sectoriel qui fait correspondre terme à terme les éléments des deux supposés secteurs avec cette dualité. Cela me semble, toujours sous réserve, très proche de l'autre couple de mots que tu utilises. J'assume donc l'idée que chaque individu statistique (travailleur ou entreprise) est traversé par la dite dualité, et c'est le sens que je donne à ces exemples des plus grosses firmes mondiales qui utilisent abondamment le travail clandestin, ou encore, ici à Joao Pessoa, de la pratique alternée du travail déclaré et du travail clandestin. Mais, précisément parce que c'est une affaire de dosage pour à peu près tous les ouvriers du bâtiment pris un à un, je me crois fondé à récuser toute idée de dualisme. Et à parler d'un tout organique et imbriqué, une combinaison et non une articulation, ce dernier terme ayant un sens dualiste: coexisteraient deux systèmes ayant chacun son histoire propre, qui s'étudieraient donc par leurs relations. Est-ce plus clair?

Il existe peut-être à J.P des ouvriers qui préfèrent toujours travailler déclarés. Mais ça ne suffit pas pour fonder un secteur formel de l'emploi car ce sont ceux-là qui vraisemblablement sont les plus impliqués dans les boulots complémentaires. À supposer que cette classe d'ouvriers formels existe, les entreprises qui les utilisent les complètent par les clandestins, notamment à travers la sous-traitance.

En résumé, il n'y a pas, il n'y a jamais eu, il n'y aura jamais de secteur formel du BTP. On pourrait me rétorquer qu'il y a bel et bien un secteur informel du BTP, puisque le biscate et l'autoconstruction ne s'exercent jamais dans un cadre formel. Ce ne serait donc pas symétrique: le secteur informel aux informels, le secteur formel aux formels et informels. Voire: la circulation d'hommes, de capitaux, de matériaux est trop intense entre les deux pour qu'une division du marché puisse être posée seulement qu'à l'instant t. Cependant cette assymétrie est une idée à creuser: comme le montre l'article sur les conséquences de la crise de recrutement dans le BTP "formel" de Rio, ça semble intéressant de voir, dans une perspective historique, les effets du dosage entre le marché des firmes et le marché des clandestins. On n'a pas besoin d'une optique sectorielle pour le faire cependant.

Deuxieme remarque : pour toi, la division irreductible entre le manoeuvre et le qualifie pourrait parler d'un clivage integration/exclusion. Possible, mais cela depend des criteres pour apprecier l'exclusion. A premiere vue, ni le rapport a la rotativite, ni le rapport a la clandestinite ne seraient discriminants. Peut-être seulement l'habitat : le schéma le plus frequent est celui où le manoeuvre habite a la campagne et dort sur le chantier, tandis que le qualifié habite et dort chez lui, dans la favela, en ville. En tout cas, par rapport a un "ordre officiel" et un "ordre relationnel". je ne suis pas inspire pour faire correspondre une telle opposition aux degrés de qualification dans le BTP.

2 - Remarques sur la "rigueur"

P.2, j'avance que les "observateurs avertis" s'accordent a dire que corruptions et détournements sont un rouage essentiel de la mecanique de la cite. Tu as raison, ça ne demontre rien; je pourrais ajouter seulement qu'il s'agit de discussions, notamment avec des entrepreneurs, sur le caractere indispensable de la corruption dans une economie de transferts. Mieux vaudrait dire, le reste de la presentation l'illustre amplement, "il y a toutes raisons de penser que.."

P.24, questions sur la quantification de la mobilite. Ce texte n'est qu'une mise au point provisoire d'une enquête qui est loin d'être terminee, mais voici quelques precisions qui auraient pu y figurer :

- a) la qualification dans le BTP a une particularite : elle est interne et discretionnaire. Un ingenieur dit : "depuis 10 ans que j'ai fini mon stage, je viens de rencontrer pour la 1^e fois un *mestre de obra* exterieur a la profession" (et encore c'est a verifier : c'est peut-être un de ces *biscateiros* inveteres qui a eu un coup de chance ?)
- b) le passage. Pour le *servente*, cf texte. Vu de l'autre bout, il semble en effet qu'un *professional* a toujours ete *servente*. : La duree est très variable mais après 3 ans environ les chances diminuent. Pour les modalités du passage *professional* a *mestre*, je ne sais rien encore, sauf que c'est parfois le Senai (Service National d'Apprentissage Industriel) qui fournit l'apprentissage de la lecture (textes et plans). Ce sera toujours un ingenieur qui "classifiera" mais dans la pratique le pouvoir est au *mestre*. Je pense que pour passer *mestre* il faut s'être constitue une clientele de constructeurs : ce serait le "capital" equivalent a l'outillage pour passer *professional*.
- c) le *servente* qui ne grimpe pas. Certains le restent effectivement, mais la moyenne d'âge est très basse dans le BTP. Il est difficile de

quantifier les sorties du secteur : mortalité, usure physique rapide, retour à la campagne, emplois de vigiles, petits boulots..

d) le *mestre* "meilleur des professionnels". Selon l'idéologie de chantier, le type idéal, il connaît toutes les qualifications, donc il peut superviser; en réalité, grande variété de cas : des *mestres* , comme des professionnels , classifiés par copinage et incompetents: ce sera à développer.

e) autre chose non développée car rencontrée en cours de rédaction : la nuance entre *mestre* et *contramestre*, qui obligera à doubler le raisonnement sur le paternalisme et le rôle du chef dans l'acquisition des compétences. Quand il s'agit d'une entreprise sous-traitante, le *mestre* (patron de cette "société", formelle ou non) peut mener de front plusieurs chantiers; il passe voir chacun un peu chaque jour mais ne reste pas. C'est lui qui a recruté son personnel, y compris le *contramestre*, ie un *mestre* qu'il laisse sur place. Très proche des ouvriers, ce dernier les commande à la façon d'un *mestre* mais il y a eu doublement.

f) pour les données quantitatives sur la mobilité ascensionnelle, c'est une gageure, sauf s'il s'agit d'un échantillon non représentatif (le mien), vu la rotation, la clandestinité, l'immigration..

3 - Divers.

a) D'innombrables nuances à introduire : par exemple, toutes les *favelas* ne passent pas par le processus de stabilisation indiqué. C'est un processus typique, mais pas unique : certaines *favelas* semblent être une somme provisoire d'habitations déplorablement pauvres et rien d'autre. Idem pour les *conjuntos* : il y a beaucoup d'hétérogénéité.

b) sur le lien offre publique-constructeurs. un exemple : la société de construction X avait 2 ingénieurs dont l'un a fait la campagne du candidat qui a perdu, et l'autre de celui qui a gagné. Par ailleurs, au moment des licitations, il peut y avoir entente ouverte (nullement cachée) entre les parties.

c) sur le "capital" de la charge de professionnel, qui est "social" : le "capital" de *servente*, le savoir-obéir, est également social et ne préjuge pas de ses compétences (beaucoup de *serventes* savent déjà travailler en professionnels). Mais pour le qualifier, je me répète : c'est bien un capital avant tout social, ie un statut. Ex : l'ambiguïté de l'emploi de l'expression "rechauffer la *carteira*"; pour certains, c'est travailler déclaré pour toucher les droits sociaux; pour d'autres, c'est "classifier" artificiellement un *servente*, le promouvoir par copinage alors qu'il est incompetent. Ceux-là ont donc acquis un titre social irréversible, mais leur capital "technique" est

fort variable; il suffit de regarder de pres un mur pour comprendre.
 d) le paternalisme. Je partage entierement ta deception mais n'oublie pas que ce texte provisoire lance des pistes. Le paternalisme n'est ni discipline, ni protection mais la somme dialectique des deux dans une incroyable variete de situations; c'est donc confus tant qu'on n'a pas trouvé les lignes de force. Mais puisque le paternalisme m'apparaît comme le seul rapport capable de résoudre les problemes d'une branche au processus de production ambigu, c'est à approfondir et détailler. D'autant que ce rapport ne fonctionne pas a plein rendement, à cause de la rotation et de la précarité juridique que rien de viager ne remplace. Le BTP est une branche où les rapports sociaux sont pour le moins surprenants : departs "volontaires" pour cause de mauvaises relations avec le *mestre*, retour chez les mêmes *mestres* avec lesquels les rapports sont mauvais apres un temps (des années ?) de bouderie.

En guise de conclusion : ce genre d'echange est l'élément le plus précieux de l'enquête; on se force à rédiger un texte pour le soumettre à la critique et par miracle celle-ci se manifeste; il ne devrait pas exister d'enquête sans ce type d'exercice. Alors un grand merci; à charge de revanche.

Morice Alain. (1988)

Les travailleurs du BTP à Joao Pessoa : premières réflexions

In : Brésil : numéro spécial. Pratiques Sociales et Travail en Milieu Urbain : Les Cahiers, (7), 1-38.